

# LES PROGRÈS EN DANGER ?

## Les dépenses consacrées aux OMD dans les pays en développement



Nous sommes à trente-deux mois de l'échéance des Objectifs du millénaire pour le développement. Ce rapport est le tout premier à faire le point sur les dépenses consacrées aux OMD dans les pays en développement. Il souligne le lien entre les récentes augmentations des dépenses et les progrès rapides réalisés en matière d'OMD. Toutefois, la grande majorité des pays dépensent bien moins que promis ou que nécessaire (par exemple sur les salaires d'enseignants et de personnels soignants, et sur l'entretien des installations d'approvisionnement en eau) pour atteindre les OMD ou les objectifs qui leurs succéderont éventuellement après 2015. Les coupes dans les budgets de l'aide, les faibles taux de mise en œuvre et le bas niveau des dépenses récurrentes menacent les progrès réalisés jusqu'à présent.

Le présent rapport du projet Government Spending Watch préconise que les pays en développement améliorent l'accès de leurs citoyens aux données sur les dépenses consacrées aux OMD ; qu'ils renforcent les politiques en matière de mobilisation des recettes (notamment en luttant contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux), de dette et de gestion de l'aide ; et qu'ils dépensent davantage pour l'agriculture, pour le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, ainsi que pour la protection sociale. Les bailleurs doivent signaler et rapatrier les sorties illicites ; abroger les lois et les traités sur les investissements qui réduisent les recettes des pays pauvres ; augmenter les financements innovants tels que les taxes sur les transactions financières et les taxes carbone ; fournir davantage d'aide par le biais des budgets des pays en développement ; maximiser le soutien budgétaire et sectoriel afin de renforcer la redevabilité des dépenses ; et signaler les décaissements prévus pour les pays en développement. Le FMI doit augmenter considérablement la place réservée aux dépenses durables dans ses programmes. Le cadre post-2015 doit définir des objectifs de dépenses pour la protection sociale, l'égalité des genres et le développement durable, y compris en termes de changement climatique. Ces mesures sont indispensables pour construire ensemble « le monde que nous voulons ».

*Development Finance International (DFI) et Oxfam International ont collaboré au rapport du projet Government Spending Watch afin de partager les résultats de leurs recherches, de contribuer au débat public et de susciter des réactions sur les politiques et les pratiques en matière de développement. Le présent rapport ne reflète pas nécessairement les positions politiques d'Oxfam ou de DFI. Les opinions qui y sont exprimées sont celles de ses auteurs.*

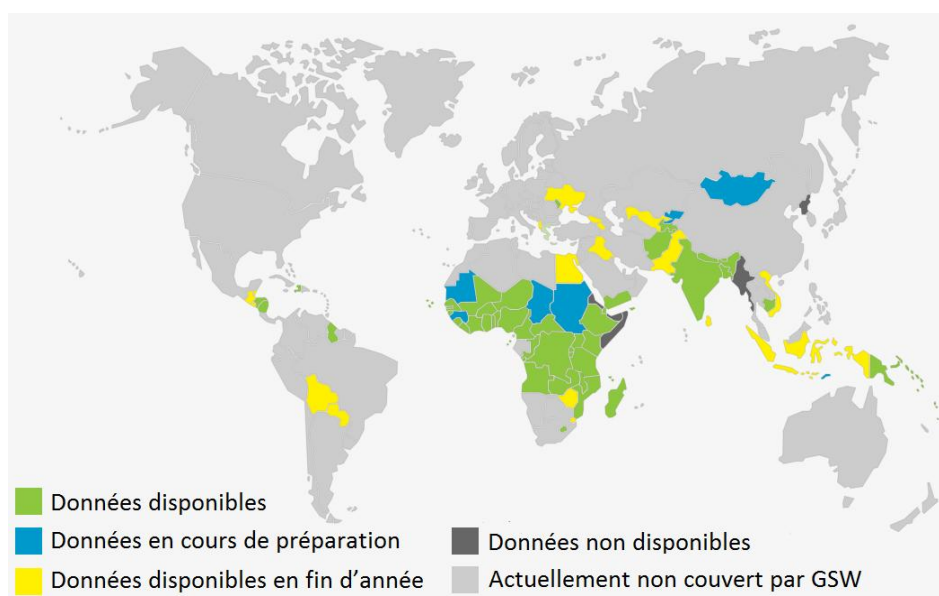
Pour obtenir plus d'informations ou pour réagir à ce rapport, envoyez un courriel à Richard Watts à l'adresse [rjwatts@development-finance.org](mailto:rjwatts@development-finance.org) ou à Alhassan Adam à l'adresse [aadam@oxfam.org.uk](mailto:aadam@oxfam.org.uk)

# 1 LE RAPPORT ET LES DONNÉES UTILISÉES

## Le tout premier rapport sur les dépenses consacrées aux OMD

Nous sommes à trente-deux mois de l'échéance de 2015 fixée par les dirigeants mondiaux pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Ce rapport du projet Government Spending Watch (GSW) est le tout premier à faire le point sur l'ampleur des dépenses consacrées aux OMD dans les pays en développement. Il s'appuie sur des données compilées par Development Finance International (DFI) et Oxfam, portant sur 52 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire faible, comme illustré sur la Carte 1. Les prochains rapports étendront l'analyse à 34 pays supplémentaires. Les données, les recherches et les informations sur les campagnes en cours sur les dépenses consacrées aux OMD sont disponibles sur le site du GSW : [www.governmentspendingwatch.org](http://www.governmentspendingwatch.org)

**Carte 1 : Pays inclus dans la base de données du GSW**



## Sources et types de données

Les données ont été compilées à partir des documents budgétaires des pays, ainsi que d'autres sources publiées, en s'appuyant sur une méthodologie cohérente appliquée dans tous les pays, sans estimations ni extrapolations. Elles couvrent sept secteurs (agriculture/alimentation, éducation, environnement et changement climatique, genre, santé, protection sociale, et eau et assainissement) sur la période 2008-2015 (y compris avec des prévisions à moyen terme). Elles portent à la fois sur les dépenses prévues et effectives, ventilées par type (récurrentes ou en capital) et par source de financement (État ou donateur). Étant donné que les données sont souvent difficiles à trouver ou à interpréter, un réseau de représentants nationaux des pays couverts a contribué à les compiler.

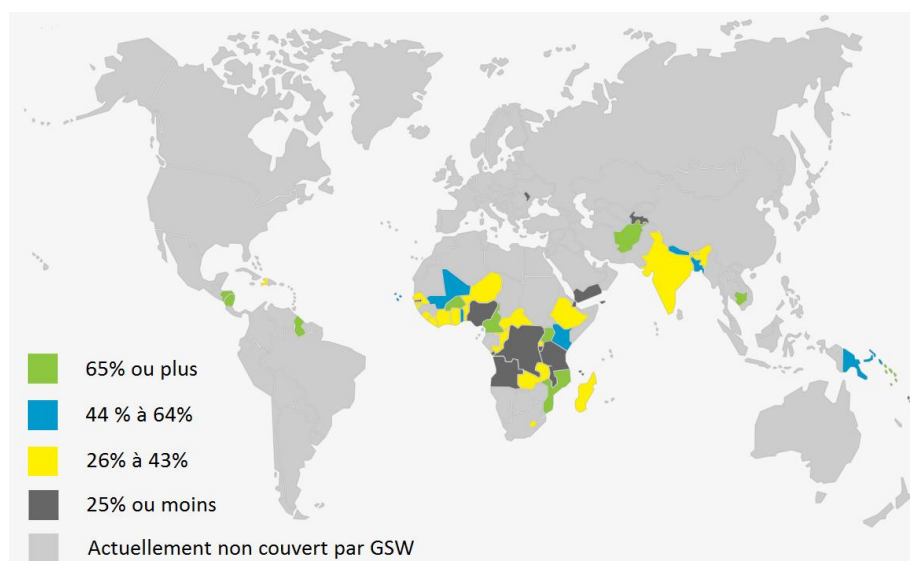
## D'importantes lacunes à combler

Le GSW est parvenu à trouver des données sur les dépenses totales pour la quasi-totalité des pays et presque toutes les données nécessaires pour évaluer si les allocations budgétaires atteignent les objectifs. Toutefois, les données sur les dépenses réelles sont deux fois moins accessibles que celles sur les dépenses prévues, en partie à cause des retards d'audit et de publication. Par conséquent, il n'a été possible de compiler que trois quarts des données sectorielles pour l'éducation et la santé, deux tiers pour l'agriculture, une moitié pour la protection sociale et l'environnement, un tiers pour l'eau et l'assainissement et un cinquième

pour l'éducation primaire et le genre. Il y a d'importantes lacunes dans la ventilation des données sectorielles : 55 % des données sont manquantes pour la répartition entre dépenses récurrentes et en capital et 65 % concernant les sources de financement. Comme le montre la Carte 2, le GSW est parvenu à compiler une excellente part des données pour 10 pays, une bonne part pour 17, mais seulement une part modérée pour 19 pays et une faible part pour 5 autres. Comme développé ci-après, les bailleurs portent une responsabilité majeure dans l'indisponibilité des données : il est fréquent qu'ils manquent complètement à leur devoir de reporting sur les versements récents ou en cours au niveau national, et ils ne fournissent que rarement des prévisions fiables sur les versements à venir.

- *Les pays doivent assurer le suivi et la publication de davantage de données sur leurs dépenses consacrées aux OMD, et veiller à rendre ces données plus facilement accessibles par leurs citoyens. Les données font particulièrement défaut en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), d'éducation primaire et de genre, et doivent être ventilées par type de dépense et source de financement. Les données sur les dépenses consacrées aux OMD doivent être intégrées dans les campagnes nationales et locales pour une plus grande transparence budgétaire. Les bailleurs ont un rôle à jouer en proposant leur soutien et des ressources afin d'aider les pays à compiler les données, et peuvent également soutenir le suivi et l'analyse des tendances de dépenses à l'échelle internationale. Ils doivent en outre tenir leurs promesses en matière d'efficacité de l'aide (le plus récemment dans le cadre du partenariat international de Busan) en communiquant les flux d'aide récents, actuels et prévus aux États bénéficiaires. Les décisions vitales sur les prochains objectifs de développement concernant des millions de personnes doivent être prises à la lumière des informations les plus pertinentes possible.*

**Carte 2 : Données actuellement disponibles pour chaque pays sur le site du GSW**



## PRINCIPALES CONCLUSIONS

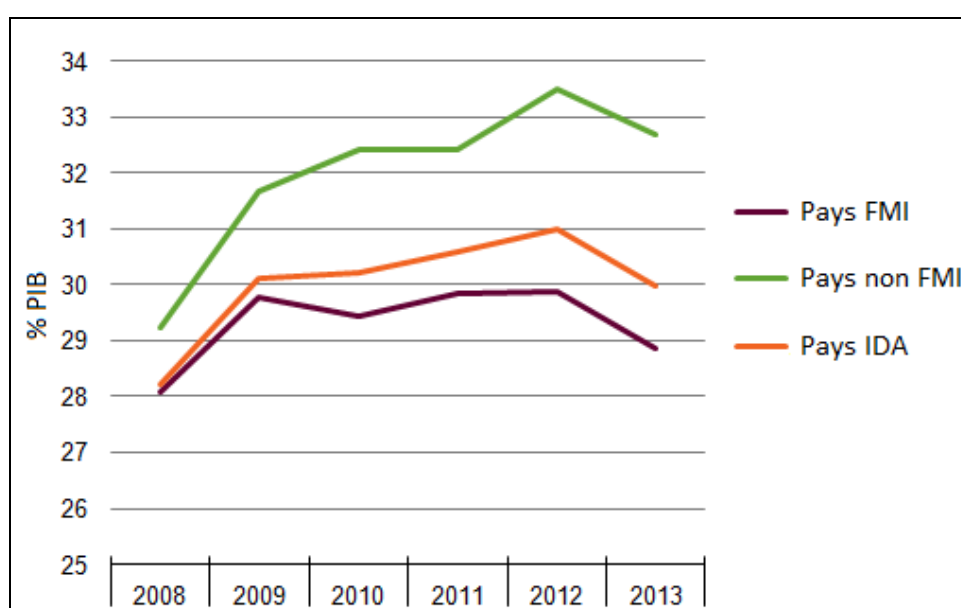
### **La plupart des pays ont augmenté leurs recettes et leurs dépenses depuis 2008, mais cette tendance est en train de s'inverser**

Les recettes budgétaires des pays pauvres accusent une perte de 140 milliards de dollars en raison de la crise économique mondiale sévissant depuis 2008 (recettes réelles comparées aux niveaux prévus par le FMI en 2008, avant le début de la crise). Malgré la stagnation économique à l'échelle mondiale, nombre d'entre ces pays ont toutefois connu une croissance rapide. Ceux-ci ont augmenté leurs recettes de 2 % du produit intérieur brut (PIB) depuis 2009, et sont ainsi parvenus à réduire leur déficit budgétaire tout en engageant des dépenses sans précédent, et à réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide malgré l'accroissement rapide du flux

d'aide. D'un autre côté, une minorité substantielle de pays est plus durement touchée par la stagnation internationale et par d'autres chocs climatiques ou liés à des conflits. Ces pays ont une croissance bien plus lente et ont dû réduire leurs dépenses. Comme le montre la Figure 1, en 2013, les pays couverts par la base de données du GSW ont en moyenne réduit leurs dépenses générales prévues en proportion du PIB.

- *Les pays doivent accroître leur marge fiscale afin de dépenser suffisamment pour atteindre les OMD, en mobilisant davantage de recettes par le biais d'impôts progressifs, en mettant un terme aux exemptions fiscales pour les investisseurs, en imposant aux industries extractives un régime fiscal plus strict et en luttant contre l'évasion fiscale, y compris par le biais de paradis fiscaux et d'autres pratiques illicites. Les bailleurs peuvent y contribuer en apportant un appui technique afin de négocier de meilleurs accords fiscaux et d'assurer le suivi et le rapatriement des flux illicites ou liés à des pratiques d'évasion fiscale ; en encourageant les multinationales à payer des taxes dans les pays hôtes ; en abrogeant les lois et les traités sur les investissements qui réduisent la fiscalité perçue dans les pays en développement.*

**Figure 1 : Dépenses en proportion du PIB, 2008–2013**



### **Une aide insuffisante et trop tardive a aggravé l'endettement**

L'aide a été insuffisante et est arrivée trop tard pour combler le gap fiscal généré par la crise économique mondiale ou pour accélérer la réalisation des OMD, en particulier en matière d'infrastructures et de croissance. Par conséquent, 40 % des dépenses supplémentaires engagées par les pays en développement pour les infrastructures ont été financées par des emprunts, plus particulièrement par des obligations commerciales intérieures et extérieures, ainsi que des initiatives de financement privé hors budget, aussi risqués que coûteux. Il n'y a pas de nouvelle crise de la dette, mais l'accroissement des risques et du fardeau de la dette sont de plus en plus évoqués pour justifier les réductions de dépenses.

- *Les pays doivent suivre des politiques strictes en matière de dette, et les bailleurs doivent maximiser l'aide à des conditions favorables par le biais de mécanismes de financement innovants, afin de contenir les dettes à un niveau soutenable et de préserver la marge de manœuvre fiscale pour renforcer les dépenses consacrées aux OMD.*

## **La situation est moins positive pour les pays avec des programmes du FMI<sup>1</sup>**

Les pays avec des programmes du Fonds monétaire international (FMI) ont vu leurs recettes augmenter plus lentement, réduisent leur déficit plus rapidement et affichent une tendance moins positive en matière de dépenses consacrées aux OMD. Par rapport aux pays sans programmes du FMI, leurs dépenses pour l'agriculture et la santé sont bien plus faibles en pourcentage du PIB, et les dépenses pour l'éducation et la protection sociale augmentent plus lentement. Les dépenses dans les autres secteurs OMD stagnent en pourcentage du PIB ou des dépenses totales.

- *Le FMI doit être beaucoup plus souple et adapter les objectifs de ses programmes en termes de déficit afin d'encourager l'augmentation des dépenses consacrées aux OMD, notamment dans les situations où cela peut se faire sans compromettre la viabilité de la dette. Il doit en outre encourager de manière beaucoup plus proactive les mesures progressives pour accroître les recettes, en particulier auprès des multinationales et des industries extractives, mais également favoriser un financement concessionnel incorporé dans le budget, provenant de la communauté internationale, afin d'élargir la marge de manœuvre fiscale.<sup>2</sup>*

## **Les tendances générales en matière de dépenses consacrées aux OMD sont mitigées**

De nombreux pays en développement dépensent plus que jamais sur les OMD, en valeur absolue. Il faut saluer cet effort, signe de l'engagement fort des États et des citoyens vis-à-vis des OMD. Ce niveau de dépenses explique en partie les rapides progrès réalisés dans de nombreux pays en matière d'OMD. Néanmoins, d'autres pays voient leurs dépenses stagner ou reculer et connaissent des progrès bien plus modestes.

Par ailleurs, l'ensemble des objectifs et des estimations des coûts pour atteindre les OMD ont été définis en pourcentage du PIB ou des dépenses totales des États. Pourtant, depuis 2008, les dépenses consacrées aux OMD n'ont progressé que de 0,5 % du PIB et ont reculé d'1 % des dépenses totales. Le mécanisme de surveillance du FMI sur les seuils de dépenses pour la réduction de la pauvreté a même révélé une régression en pourcentage du PIB.

- *Le FMI, les agences du Groupe des Nations unies pour le développement et la Banque mondiale doivent redoubler d'efforts dans tous les pays afin d'améliorer la surveillance des dépenses totales consacrées aux OMD selon une méthodologie cohérente, en s'appuyant au besoin sur les données du GSW. Ils doivent intégrer l'analyse de ces données dans tous les documents des programmes pays et dans les rapports nationaux et mondiaux sur la progression des OMD. Les pays accusant un retard en matière d'OMD doivent définir leurs propres seuils de dépenses consacrées aux OMD par rapport au PIB et aux dépenses totales. Ces seuils doivent être fixés d'après des estimations nationales des coûts et servir de base pour mobiliser davantage de recettes et d'aide afin d'accélérer la réalisation des OMD.*

## **Les dépenses sont loin d'être à la hauteur des promesses et des besoins, en particulier dans l'agriculture**

Pour tous les OMD, la grande majorité des pays en développement dépensent bien moins que promis ou que ce que les organisations internationales ont estimé nécessaire (voir Tableau 1.1). La plupart des secteurs affichent une augmentation des dépenses réelles, mais celles-ci restent scandaleusement insuffisantes. Il n'y a pas un seul objectif de dépenses qui soit rempli dans la totalité des pays : seul un tiers des pays répondent aux niveaux promis ou requis en matière de santé, un quart pour l'éducation et un cinquième pour l'agriculture et le secteur WASH (eau, assainissement et hygiène). Les tendances dans chaque secteur des OMD révèlent que les dépenses marquent le pas ou reculent même par rapport aux niveaux promis ou nécessaires. C'est l'agriculture qui connaît la pire évolution, une tendance

particulièrement inquiétante étant donné le manque de progrès en termes de réduction de la faim dans le monde. Les lacunes restent énormes pour chacun des OMD.

- *Chaque pays en développement devrait inclure dans son budget une déclaration sur l'échéance prévue pour réaliser ses objectifs ou ses engagements de dépenses consacrées aux OMD. L'Union africaine (UA) et les différentes agences des Nations unies devraient publier des données à jour sur la manière dont les pays réalisent (ou non) leurs engagements et répondent (ou non) aux besoins, ainsi qu'une analyse détaillée des réussites et des problèmes dans les différents pays. Tous les secteurs exigent un renforcement des dépenses, mais il convient de prêter une attention particulière à l'agriculture et au secteur WASH (eau, assainissement et hygiène).*

## Des perspectives encore moins positives pour les éventuels objectifs post-2015

Comme on peut également le voir dans le Tableau 1.1, on ne note aucune progression des dépenses dans les domaines qui seront déterminants pour les objectifs de développement durable post-2015. Ceux-ci incluent la protection sociale pour réduire les inégalités, l'agriculture pour lutter contre la faim et accroître les revenus des petits agriculteurs, et les programmes pour lutter contre la dégradation de l'environnement et le changement climatique. En outre, il n'y a pas de signe de renforcement des dépenses pour l'autonomisation des femmes (au-delà de l'accès égal à l'éducation) afin de réduire les inégalités hommes-femmes. Dans le cadre des OMD, la communauté internationale n'a pas même pris le moindre engagement en matière de dépenses pour le genre ou l'environnement. Pratiquement aucun pays ne surveille dans quelle mesure les dépenses ciblent les femmes, et aucun pays ne remplit ses engagements ou ne répond aux besoins estimés en termes de dépenses pour la protection sociale.

- *Les objectifs qui feront suite aux OMD après 2015 devront inclure les dépenses ciblées pour la protection sociale, le genre et l'environnement (notamment le changement climatique). La budgétisation sensible au genre doit devenir la norme dans les pays en développement, et il est essentiel de renforcer les dépenses concernant la protection sociale et le changement climatique.*

**Tableau 1 : Évolution des dépenses consacrées aux OMD par secteur, 2008–2013**

	Objectifs	Tendances
	= tous les pays atteignent l'objectif	= tendance à la hausse
	= certains pays atteignent l'objectif	= pas de tendance claire/stagnation
	= aucun pays ne remplit l'objectif	= tendance à la baisse
Secteur		
<b>Agriculture</b>	19 % atteignent l'objectif de Maputo/l'estimation de la Banque mondiale	Moyenne stable, recul dans la plupart des pays
<b>Éducation</b>	24 % atteignent l'objectif de l'Éducation pour tous	Moyennes en recul depuis 2009, légère progression dans la plupart des pays
<b>Environnement</b>	Aucun objectif ! Niveaux très bas	Stable en pourcentage du PIB
<b>Genre</b>	Aucun objectif ! Niveaux très bas	Stable ou en recul en pourcentage du PIB
<b>Santé</b>	3 % atteignent l'objectif d'Abuja ; 37 % atteignent les estimations de l'OMS	Moyenne en recul depuis 2009, la plupart des pays réduisent la part des dépenses
<b>Protection sociale</b>	0 % pour l'objectif de Windhoek ou	Moyenne stable depuis 2009, aucune

	les estimations de l'OIT	tendance claire dans les pays
<b>Eau, assainissement et hygiène (WASH)</b>	23 % atteignent l'objectif d'eThekwini + les estimations du PNUD	Moyenne stable depuis 2008, aucune tendance claire dans les pays

## Les réductions de l'aide pourraient menacer les récentes augmentations des dépenses

Environ un tiers des dépenses actuellement consacrées aux OMD est financé par l'aide, en particulier dans les secteurs WASH, de l'agriculture, de la santé et de l'éducation. Et ce malgré le fait qu'une bonne partie de l'aide (en particulier pour la santé et l'éducation) soit fournie « hors budget », compromettant la redevabilité des États des pays en développement vis-à-vis de leurs citoyens. Toutefois, les flux d'aide provenant des pays de l'Organisation de coopération et développement économique (OCDE) sont en recul en valeur absolue,<sup>3</sup> même si cette tendance est quelque peu contrebalancée par une augmentation de la coopération sud-sud. En outre, l'aide concessionnelle a tendance à délaissier les secteurs des OMD au profit des infrastructures. Si les recettes budgétaires n'augmentent pas encore plus rapidement pour compenser cette tendance, la progression en matière d'OMD pourrait stagner, voire être inversée, en particulier dans des secteurs tels que l'agriculture et WASH, qui dépendent fortement de l'aide. Étant donné les contraintes budgétaires pesant sur l'aide traditionnelle dans certains pays, les seuls moyens évidents de générer davantage de financement à des conditions favorables seraient les « financements innovants », tels que les taxes sur les transactions financières, les taxes carbone ou l'émission de droits de tirage spéciaux, à condition qu'elles soient utilisées pour financer le développement et la lutte contre le changement climatique.

- *Les bailleurs doivent continuer d'augmenter les flux d'aide en valeur absolue jusqu'en 2015, en faisant au maximum appel à des sources de financement innovantes telles que les taxes sur les transactions financières et les taxes carbone, qui pourraient facilement mobiliser des fonds suffisants pour atteindre tous les OMD dans chaque pays. Ils doivent améliorer la rentabilité et la prévisibilité de l'aide tout en étant plus redevables vis-à-vis des citoyens des pays bénéficiaires en l'intégrant au budget et en utilisant davantage le soutien budgétaire général et sectoriel. Ils doivent également canaliser l'aide vers les pays accusant le plus de retard dans la réalisation des OMD et qui sont les plus vulnérables aux chocs. Les pays en développement doivent mettre en place des politiques fortes de gestion de l'aide ; parvenir à des accords de responsabilité mutuelle forts avec les bailleurs et les parties prenantes nationales, engageant tous les acteurs à la réalisation des OMD ; et continuer à améliorer les politiques de gestion financière publique, de marchés publics et de lutte contre la corruption afin d'encourager les bailleurs à intégrer l'aide au budget et à la rendre prévisible.*

## Les faibles taux de mise en œuvre compromettent les progrès

Dans certains pays et certains secteurs, les dépenses réellement consacrées aux OMD sont très en deçà des montants prévus. Cela vaut notamment pour les questions hommes-femmes et le secteur WASH, reflétant les retards de décaissements par les bailleurs, mais également les problèmes de capacité d'absorption dans les ministères sectoriels et les agences gouvernementales décentralisées. La mise en œuvre dans le secteur WASH et l'agriculture a été améliorée ces dernières années. Il est donc essentiel d'accroître les taux de mise en œuvre de sorte que les pays connaissent des progrès plus rapides dans la réalisation des OMD.

- *Les bailleurs et les États des pays en développement doivent analyser les facteurs retardant l'exécution dans chaque pays et chaque secteur. Ils doivent simplifier ou accélérer les procédures d'évaluation, d'approvisionnement et de versement des fonds ; et apporter un plus grand soutien aux ministères de tutelle et aux agences décentralisées afin d'accélérer l'exécution et d'atteindre des résultats en matière d'OMD pour leurs citoyens.*

## **Le faible niveau de dépenses récurrentes pourrait nuire à la viabilité à long terme**

Les types de dépenses présentent deux tendances inquiétantes. Certains secteurs (WASH et agriculture) sont dominés par les investissements de projet et nécessitent une augmentation radicale des dépenses récurrentes afin de maintenir et de soutenir les investissements existants. D'autres secteurs (éducation, santé et protection sociale) sont dominés par des dépenses récurrentes sur les salaires et les fournitures, et seraient extrêmement vulnérables à toute réduction du soutien budgétaire des bailleurs qui financent les dépenses récurrentes. Tous les secteurs ont besoin d'un juste équilibre entre investissement et dépenses récurrentes, ce que reflètent les « budgets – programmes » et les plans sectoriels qui montrent comment les associer afin d'atteindre les OMD.

- *Les pays en développement doivent présenter aux bailleurs des « budgets – programmes » et des plans sectoriels associant investissement et dépenses récurrentes, en montrant pourquoi il est essentiel de financer ces deux types. Ils doivent aussi maximiser les recettes domestiques afin de pérenniser les dépenses récurrentes. Les bailleurs doivent maximiser le soutien budgétaire général et sectoriel pour financer les dépenses récurrentes, et financer des programmes sectoriels complets plutôt que des petits projets isolés, en particulier dans les secteurs WASH et de l'agriculture.*

## **Les prévisions de dépenses à moyen terme sont à la baisse**

Les pays qui publient des prévisions de dépenses à moyen terme indiquent que les dépenses consacrées aux OMD en proportion du PIB seront en recul pour tous les secteurs. Cela confirme en partie les tendances dans la part du PIB et des dépenses totales consacrée à ces secteurs. Mais ceci reflète également les coupes croissantes dans l'aide des pays OCDE, ainsi que le mauvais reporting des bailleurs concernant les versements prévus.

- *Les pays en développement doivent préparer des prévisions à moyen terme compatibles avec les besoins de dépenses pour réaliser les OMD (y compris en matière d'agriculture, d'environnement et d'infrastructures de base, ainsi que dans les secteurs sociaux). Les bailleurs doivent communiquer les décaissements prévus jusqu'en 2015, conformément aux engagements formulés dans la Déclaration de partenariat international de Busan ; accroître la coopération au développement en valeur absolue ; et veiller à ce que les flux soient ciblés sur les OMD et les objectifs post-2015.*

Les tendances décrites dans ce rapport pourraient porter un coup d'arrêt à une période de rapides progrès vers la réalisation des OMD. À moins d'inverser ces tendances et d'accroître rapidement les dépenses consacrées aux OMD, il est peu probable que la plupart des pays pauvres parviennent à atteindre les OMD d'ici 2015. Ils ne pourront pas non plus dépenser davantage pour les objectifs post-2015, notamment pour la réduction des inégalités et la lutte contre le changement climatique.

Comme le démontre clairement l'enquête mondiale des Nations unies *The World We Want*, « *Le monde que nous voulons* »,<sup>4</sup>, des citoyens du monde entier s'impliquent avec conviction pour atteindre ces objectifs avant et après 2015. Le présent rapport n'est donc que la première étape d'un effort à plus long terme pour mobiliser les citoyens du monde afin qu'ils surveillent les dépenses consacrées aux objectifs de développement au niveau mondial et national, et pour faire pression sur les États afin que ceux-ci augmentent les dépenses. C'est le seul moyen de s'assurer que les États des pays en développement et la communauté internationale tiennent leurs promesses de financement pour « le monde que nous voulons ».



## NOTES

- 1 Cela ne signifie pas que les programmes du FMI engendrent une réduction des dépenses ; de nombreux autres facteurs peuvent être en cause. Toutefois, il est inquiétant de voir que les pays suivant des programmes du FMI voient leurs dépenses consacrées aux OMD reculer, bien que le FMI ait récemment porté un plus grand intérêt aux dépenses pour la lutte contre la pauvreté.
- 2 Pour plus d'informations sur cette recommandation, voir Martin et Watts (2012a).
- 3 Voir Oxfam International (2013).
- 4 Pour plus d'informations, consulter le site Web *The World We Want* : <http://www.worldwewant2015.org/>

Matthew Martin, principal auteur de ce rapport, est Directeur de Development Finance International. L'équipe de DFI en charge de la compilation des données pour la base de données Government Spending Watch était dirigée par Richard Watts, était composée de David Waddock, Maria Holloway, Jeannette Laouadi et Lance Karani. Les contributions techniques préalables, sans lesquelles le GSW n'aurait pas été possible, sont le fait d'Alison Johnson, Katerina Kyrili et Hannah Bargawi. Les représentants de 52 pays en développement pour les questions budgétaires ont apporté leur contribution essentielle pour la compilation et l'interprétation des données. L'équipe d'Oxfam, dont la participation a été précieuse, était composée de Phil Bloomer, Max Lawson, Duncan Green, Elizabeth Stuart, Ricardo Fuentes-Nieva, Adam Musgrave, Alhassan Adam, Emma Seery, Guppi Bola et James Lees. DFI et Oxfam tiennent à remercier Save the Children (Norvège et Royaume-Uni), WaterAid et l'UNESCO pour leurs contributions financières préalables au projet GSW

© Oxfam International et Development Finance International, mai 2013

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam Grande-Bretagne pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-78077-331-5 en mai 2013.

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans 94 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter

[www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

## DEVELOPMENT FINANCE INTERNATIONAL

Development Finance International est une organisation à but non lucratif de plaidoyer, de conseil et de recherche, et de renforcement des capacités, qui travaille avec plus de 50 gouvernements et organisations internationales dans le monde afin de renforcer les résultats du financement du développement. Pour plus d'informations, consultez

[www.development-finance.org](http://www.development-finance.org)

## GOVERNMENT SPENDING WATCH

Government Spending Watch est un projet visant à réunir les dernières informations disponibles et à analyser les dépenses des États pour la lutte contre la pauvreté et la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, et à soutenir le plaidoyer et les campagnes sur ces thèmes dans le monde. Le site du GSW est soutenu conjointement par DFI et Oxfam avec pour vocation de bâtir progressivement une coalition étendue de sponsors. Pour plus d'informations, consultez

[www.governmentspendingwatch.org](http://www.governmentspendingwatch.org)

